

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
Partie I/ THEORIES DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT.....	3
Chapitre 1/ L'emploi et la lutte contre la pauvreté.....	3
1-1/ Le travail et la lutte contre la pauvreté.....	4
a) Le savoir faire.....	4
b) L'innovation.....	6
1-2/ Le capital.....	9
1-3/ La terre.....	10
Chapitre 2/ Rôles de l'agriculture dans le développement.....	11
2-1/ Défis contre les obstacles internes au développement	11
a) Défis contre les blocages géographiques et humains.....	11
b) Défis contre les blocages économiques.....	13
c) Défis contre les blocages institutionnels.....	14
2-2/ Défis contre les obstacles externes au développement.....	15
Partie II/ L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR.....	19
Chapitre 1/ L'agriculture malagasy (Méthodologie d'analyse).....	19
1-1/ Les populations.....	20
1-2/ Les superficies.....	21
1-3/ Productions et prix moyens aux producteurs.....	22
1-4/ Conclusion.....	22
Chapitre 2/ Analyse diagnostic du secteur.....	23
2-1/ Le travail.....	23
a) La population.....	23
b) Les exploitations.....	24
2-2/ La terre.....	26
2-3/ Analyse sur les outputs.....	32
CONCLUSION.....	35
LISTE DES TABLEAUX ET DES SCHEMAS	
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXES	

➤ LISTE DES SCHEMAS

Schéma 1 : Le savoir faire et son évolution.....	5
Schéma 2 : Fonctionnement du processus d'innovation.....	8
Schéma 3 : Place du capital dans la production agricole.....	10
Schéma 4 : Lutte contre les obstacles géographiques et humains dans le processus de développement.....	13
Schéma 5 : Mécanisme du détérioration du terme de l'échange des pays du Sud.....	16
Schéma 6 : Défis de l'agriculture dans le développement.....	17
Schéma 7 :Exploitation agricoles 2004-2005.....	25
Schéma 8 : Exploitation par filières agricoles 2004-2005.....	26
Schéma 9 : Importance des modes de faire valoir par superficies agricoles.....	27
Schéma 10 : Importance de l'usage d'engrais à Madagascar.....	29

➤ LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Nouvelles techniques dans l'agriculture.....7

Tableau 2 : Liaison de la population agricole et rurale de 2002-2003.....23

Tableau 3 : Liaison de la population agricole et rurale de 2003-2004 et 2005.....24

Tableau 4 : Exploitations agricoles de 2004 et 2005.....24

INTRODUCTION

Actuellement, la plupart des pays en voie de développement ont décidé de promouvoir ce que l'on appelle « Développement rapide ». Particulièrement, pour le cas de Madagascar, l'agriculture constitue l'un des piliers du programme national de développement qu'est le Madagascar Action Plan (MAP) selon l'engagement n° 06 travers le développement rural. L'agriculture est donc un point important pour le développement de Madagascar. Avant de décider de prendre des décisions importantes, il est nécessaire de bien évaluer la place de l'agriculture dans l'économie. Notre thème qui s'intitule « Les conditions de l'emploi dans l'agriculture » entre dans cette perspective d'évaluation.

En fait, intéressons nous sur ce thème en répondant à la question : « Comment se présente le résultat de l'analyse diagnostic sectorielle du secteur ? ». Comme déjà avancé précédemment, les réponses à cette question intéresseront les gouvernants, les Organismes Non Gouvernementales, les agriculteurs et les futurs promoteurs qui s'intéresseront à l'agriculture. Espérons que la lecture de cette mémoire sera une source d'inspiration et de motivation pour tous les lecteurs, tout en les invitant à s'intéresser davantage aux questions agricoles.

Tout au long de la réalisation de cette mémoire, avant la réalisation effective du document que vous êtes en train de lire, une interprétation des données bibliographiques et de quelques données issues des vécus (présents et futurs) a été effectuée.

Pour répondre à la problématique et pour attirer votre attention chers lecteurs, dans une première partie, faisons une étude théorique sur les rôles de l'agriculture sur le processus de développement afin d'en démontrer les bienfaits. Nous continuerons sur cette lancée par la mise en exergue des rôles de l'emploi agricole sur les satisfactions d'autres besoins et non seulement les besoins essentiels. Avant de finir sur l'analyse diagnostic pour le cas de Madagascar, nous verrons la méthodologie d'analyse des statistiques agricoles recueillies pour le cas de Madagascar. Nous irons ensuite dégager les contextes liés à l'agriculture et, éventuellement, essayons de proposer des solutions.

Voyons donc à l'issue des affirmations ci dessus deux parties principales pour notre démonstrations, la première concerne la théorie de l'emploi agricole et du développement dans laquelle on verra la lutte contre la pauvreté effectuée par l'emploi des intrants agricole agricole ainsi que la place dans le processus de développement (sa lutte contre les obstacles internes et externes au développement) car une tentative de développement doit passer nécessairement par la

réduction de la pauvreté. C'est une partie démonstrative qui va nous inspirer sur le rôle critique de l'agriculture dans l'économie des pays en développement. La seconde partie n'est autre que la partie proprement dite, destinée à répondre à la problématique en s'inspirant sur le cas de Madagascar. La première manche présente un exposé sommaire de la méthodologie d'analyse des résultats des recherches documentaires effectuées afin de nous aider à répondre à la problématique à travers l'analyse diagnostic de la deuxième manche.

Partie I / THEORIES DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT

Chapitre 1 / L'emploi et la lutte contre la pauvreté

-Lutte contre la pauvreté :

Partons de la définition même de la pauvreté qui n'est autre que l'état d'un agent économique dont les revenus ne lui permettent plus de satisfaire les besoins primaires (alimentation, habillement, logement...etc.)

La lutte contre la pauvreté se définit donc comme le processus, programme, projet ou action visant à faire fléchir les contraintes renforçant l'emprise manques des revenus sur les satisfactions des besoins précités ci-dessus.

Cette petite définition nous sera utile pour bien mener notre analyse théorique. La lutte contre la pauvreté a été associée au concept de l'emploi, il nous faudra donc aussi le définir.

-Emploi :

En terme économique, nous pourrions assimiler l'emploi à l'allocation d'un ou plusieurs facteurs de production pour atteindre un objectif de mise en œuvre d'un type de bien ou de services nécessaires à la satisfaction des besoins d'un groupe d'agents économiques.

Les facteurs sont multiples, ils sont constitués par un flux de services entrant dans une entreprise, société, ou une entité. En contrepartie de ces flux entrant dans une, il y a paiement d'un flux monétaire de sens inverse (fonction de la qualité et de la quantité de ces facteurs), c'est-à-dire en provenance des entreprises : c'est le revenu qui servira à chaque agent économique titulaire de se procurer les biens et services nécessaires à la satisfactions de ses besoins primaires.

-Explication :

Une attention particulière sera portée sur une possible corrélation entre l'emploi et la lutte contre la pauvreté dans la mesure où le niveau de revenu, qui détermine la quantité et la qualité des biens et services à acquérir afin de satisfaire les besoins primaires, détermine le seuil de pauvreté, est fonction directe de cette volume d'emploi.

Comme notre thème s'intitule : <<Les conditions de l'emploi dans l'agriculture>>, on va centrer notre analyse sur la corrélation des trois facteurs principaux utilisés dans l'emploi agricole :

- le travail,
- le capital,
- la terre.

1-1/Le travail et la lutte contre la pauvreté

Le **travail dans l'agriculture** n'est autre que la ressource humaine engagée dans l'exploitation. Concrètement, c'est sont le **savoir faire et/ou l'expérience** dans l'exercice de l'activité agricole.

Pour comprendre l'interrelation entre le type de ressource et le processus de réduction de la pauvreté, analysons ces deux composantes :

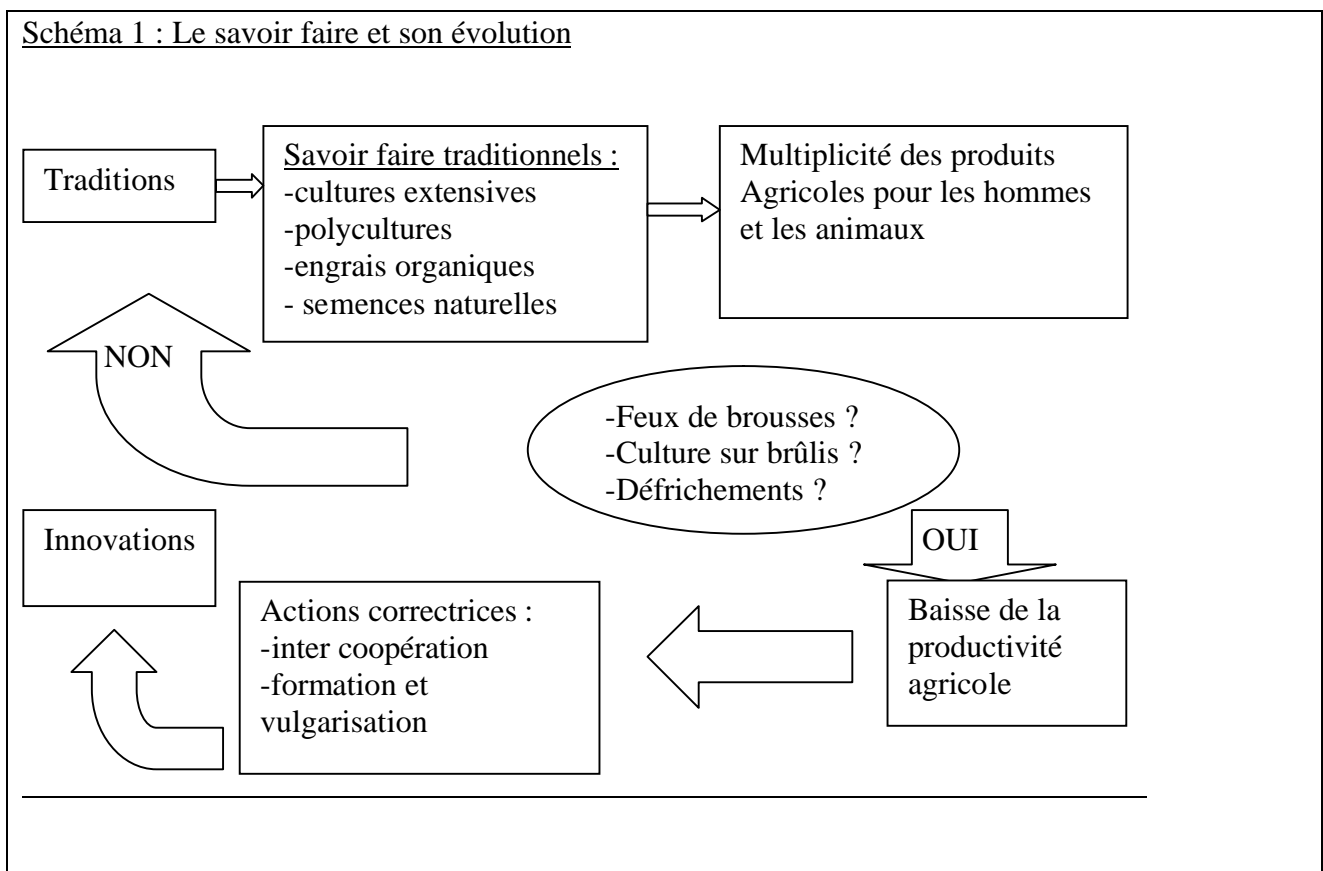
a) Le savoir faire

Une des sources du savoir faire est **la tradition** qui prône quelques pratiques comme les **polycultures, cultures extensives, utilisation des engrais organiques, usage des semences naturels...etc.** Ces quelques pratiques citées ci-dessus se retrouvent la plupart du temps dans les **pays du tiers monde**. Il y a quand même des **avantages** comme l'existence d'une **multiplicité des produits agricoles** (variétés des produits à la dispositions des ménages), existence des pailles et des sons encore à l'état primitive qui serviront d'alimentation pour les bétails d'élevage. Les hommes et les bétails seront donc tous satisfaits si les pratiques des traditions sont efficaces pour l'exploitation. Nous pourrons donc dire que l'emploi, du point de vu du **savoir faire (état statique)** permet de lutter contre la pauvreté.

Le **savoir faire** est aussi une **source d'externalités négatives**. La pratique des feux de brousses par exemple, qui servent à accéder à des jeunes pousses vertes pour l'alimentation animale (bétails), par exemple, pourra amener un résultat positif dans le court terme. Dans le long terme, nous ne pourrons pas se passer d'une possibilité de dégradation de la fertilité du sol à cause de la dégradation de la couverture végétale. L'extension future de la production agricole n'y sera plus rentable dans l'avenir. Pire encore, s'il n'y a pas d'extension de la production agricole vers ces zones, il y a une risque d'érosion accompagnée d'une désertification accélérée. Dans les pays en développement, la pratique des feux des brousses s'accompagne aussi des défrichements qui entraînent la diminution de la couverture forestière. Cette dernière notion est la source principale des grands déséquilibres climatiques dont la désertification. Il ne faut pas oublier non plus l'usage des cultures sur brûlis qui aura les mêmes effets que les feux de brousses et le défrichement. Ces processus entraîneront une baisse de la productivité agricole.

Pour la majorité des pays du tiers monde, on enregistre donc des régressions dans la production de quelque denrées agricoles de base du fait de la dégradation cumulative de l'environnement. Pour remédier à ce problème, les organismes de développement internationaux, les bailleurs de fonds, et autres partenaires de développement dans le domaine de l'agriculture ont procédé à des séances de formations et de vulgarisations dans l'espoir d'injecter des nouvelles connaissances en agriculture. La coopération entre agriculteurs joue aussi un grand rôle dans ce processus.

A cause des phénomènes dégradants des traditions par les pratiques agricoles (feux de brousses, défrichements et culture sur brûlis), on assiste à un phénomène de destruction de l'environnement agricole qui agit négativement sur la productivité agricole. Pour corriger ce phénomène de pauvreté, des actions correctrices pourront être entretenues (inter coopérations, formations et vulgarisations) afin de faire apparaître des innovations dans le processus et le mode de production agricole.



Source : Initiative de l'auteur

b) L'innovation

L'objectif des séances de **vulgarisations** est d'introduire des **nouvelles techniques de productions** pour substituer les techniques rudimentaires et appauvrissantes de l'agriculture dans les pays en développement. L'adoption de la **culture intensive**, de l'**utilisation des engrais chimiques**, de l'**usage des semences OGM** et la pratique de la **monoculture** sont des cas courants de ces nouvelles techniques. Pour atteindre un volume de production considérable, il faut moins d'espaces à cultiver, ce qui accroît la possibilité d'introduire des nouvelles filières sur les territoires libres. Il y aura aussi une accélération du cycle de production agricole et, donc, une multiplicité possible de ce cycle pour un même produit. Il y aura donc une augmentation de la productivité avec une réduction de la surface cultivée qui signifie une réduction de la peine de travail (Homo oeconomicus). C'est sont les bienfaits des OGM associées à des engrais chimiques. Là encore, nous pourrions dire que l'emploi agricole permet de lutter contre la pauvreté si on considère l'emploi des innovations.

Selon Jean Marc SIROEN (agrégé d'économie et de gestion, maître de conférence à l'université Paris IX- Dauphine), dans son ouvrage « *L'économie mondiale* », les nouvelles techniques applicables à l'agriculture sont loin d'être épuisées. En effet, l'*US Office of Technology Assessment and Prospective 2005* semble justifier cette affirmation en nous avançant les nouvelles techniques dans l'agriculture selon le tableau 1. Ces informations sont toutes des listes des innovations exécutées, en cours d'exécutions ou à l'étude d'exécution dans les pays en voie de développement. L'essor des biotechnologies, de l'industrie chimique, des techniques de communication et des traitements de l'information pourrait permettre une nouvelle explosion de la productivité. Aux USA, la moitié environ de ces nouvelles techniques a été introduites en 1990, d'autres étaient opérationnelles à la fin du vingtième siècle. Grâce à ces techniques, sans accroissement de la superficie cultivée, et donc, sans intervention de la loi des rendements décroissants (usage des terres de moins en moins productives), la production a fortement cru dans les pays industriels.

Tableau1 : Nouvelles techniques dans l'agriculture

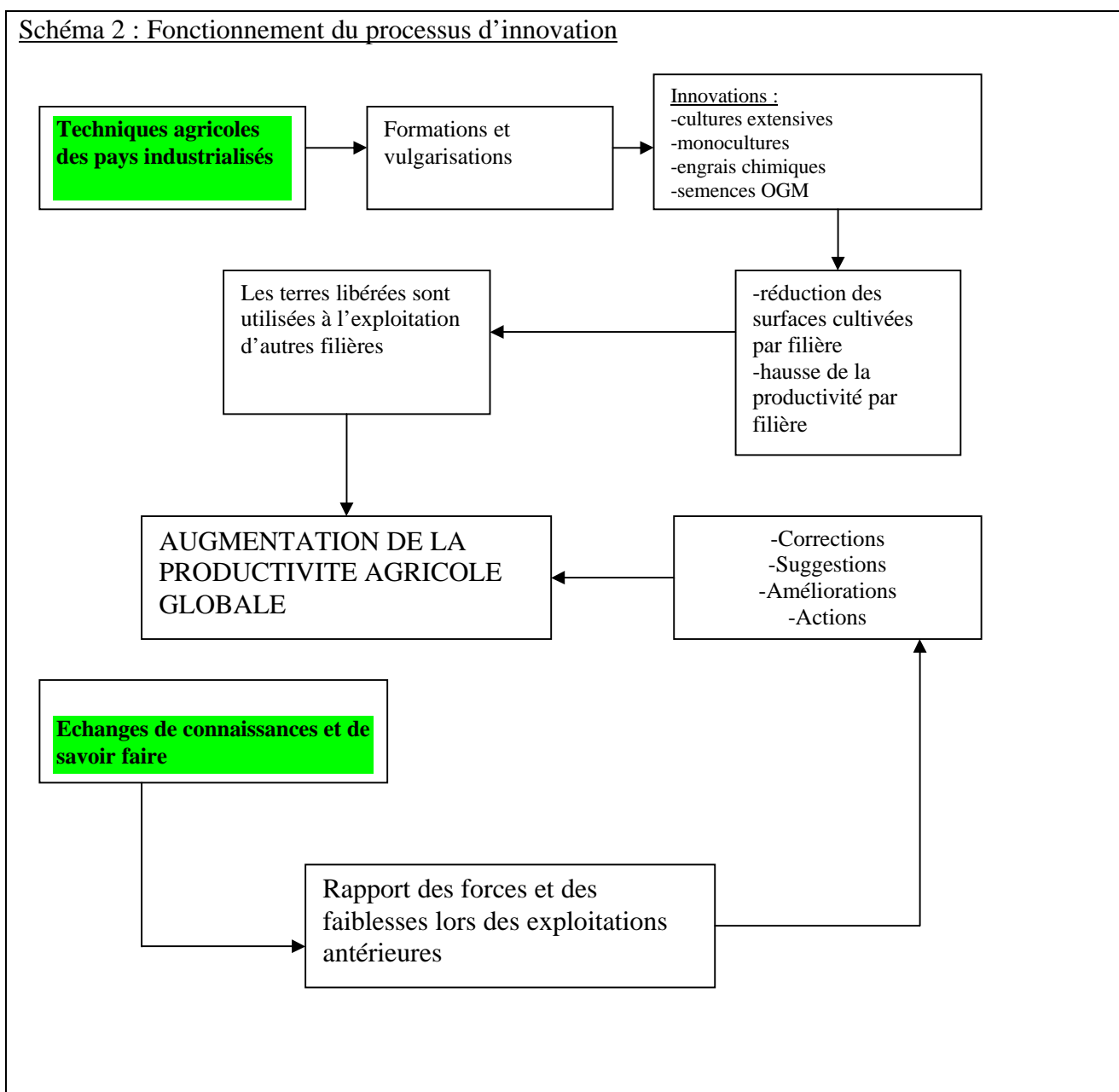
Agriculture animale	Espèces, animales et eau
<ul style="list-style-type: none"> -Génie génétique (Transferts de gènes) -Reproduction animale (sexage, naissances gémeillaires, transfert d'embryons) -Régulation et accélération de la croissance -Nutrition animale -Maîtrise des maladies (diagnostic, vaccins) -Maîtrise des animaux nuisibles -surveillance animale, contrôle sanitaire -Utilisation des résidus des récoltes et des déchets animaux -Surveillance et contrôle -Processus de communication et d'information -Télécommunications -Technologies économisant le travail 	<ul style="list-style-type: none"> -Génie génétique (transfert de gènes...) -Rendement de la photosynthèse -Semences (hybrides), culture in vitro -Régulateurs et accélérateurs de la croissance -Maîtrise des maladies et des parasites -Gestion des insectes et des acariens -Maîtrise des mauvaises herbes -Fixation de l'azote -Engrais chimiques -Relations sols espèces eau; tolérance au sel -Erosion, labourage -Processus de communication et d'information -Télécommunications -Technologies économisant le travail -Récoltes multiples -Ferments organiques -Moteurs et combustibles -Gestion de la terre -Méthodes de production

L'**expérience** peut être décrite comme la reproduction d'un système de production agricole qui a déjà fait ses succès antérieurement. On généralise ce système en le partageant avec d'autres agriculteurs voisins afin de dégager les innovations nécessaires. On peut aussi l'améliorer en le combinant avec les innovations de ces derniers. Il y a donc échanges d'idées et de connaissances, des pratiques socioculturelles et d'héritages. Il conduit à accumuler les multiples traditions et les savoir faire concernant l'exploitation. Les agriculteurs désirant cultiver des nouvelles plantes apprennent comment s'y prendre en les regardant pousser dans les champs des autres agriculteurs. Cet échange d'idées permet le réajustement automatique des pratiques entre les agriculteurs. Il y aura renforcement mutuel des avantages pour chaque système individuel. Chaque producteur pourra profiter d'une augmentation de leur productivité, c'est un signe de réduction de la pauvreté. C'est

donc un échange des pratiques entre les agriculteurs dont le fonctionnement consiste à partager les forces ressenties par l'expérience et limiter les faiblesses. Chaque agriculteur se trouve donc, à la fin de ces échanges, sur le même piédestal de productivité. Le schéma 2 matérialise tout ce qu'on a dit.

Nous pouvons donc, à l'issue de cette description, avancer que la maîtrise de l'innovation dans le domaine de l'agriculture permet bien de lutter contre la pauvreté. Bien sur, il existe des inconvénients à l'usage de trop d'innovation surtout ceux venus des pays industrialisés mais nous irons les aborder seulement dans le deuxième chapitre de cette même partie. Pour le moment, continuons notre analyse de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté en braquant notre attention sur le deuxième facteur qu'est le capital.

Schéma 2 : Fonctionnement du processus d'innovation



Source : Initiative personnelle

1-2 / Le capital

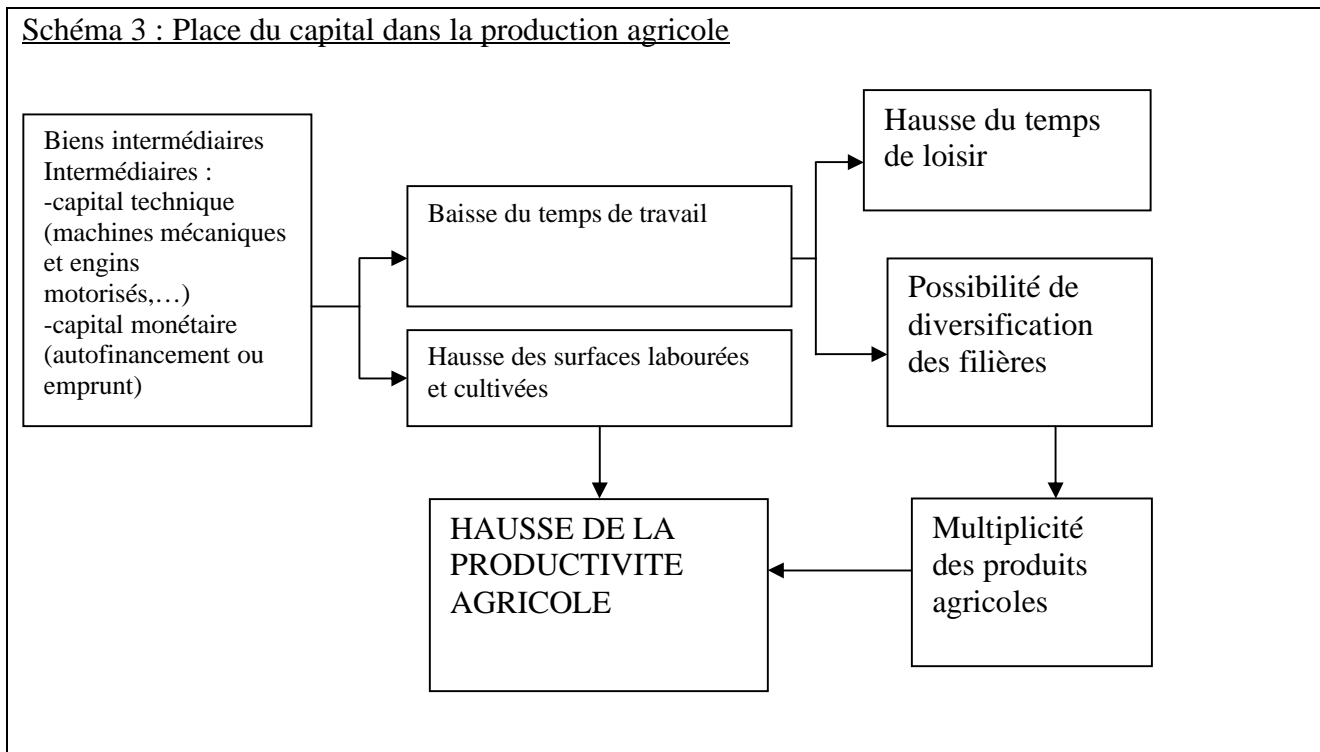
Il est possible d'améliorer les méthodes directes de production agricole en recourant à des méthodes indirectes, en utilisant des **biens intermédiaires** ou des biens de productions, qui ont la possibilité de rendre au travail un peu plus de productif.

Ces biens intermédiaires (machines et des outillages), constituent le **capital technique** qui, dans les pays industrialisés, représente, à côté des ressources naturelles (terre et semences) et du travail humain, un troisième facteur de production.

Ainsi, nous pourrions avancer comme exemple le fait que l'emploi d'un tracteur dans le labour (labour motorisé) permet de réduire les peines ressenties par rapport à la situation dans laquelle le labour des terres est effectué sans usage de capital technique (réduction des peines de travail). En outre, grâce à la facilitation du travail issue de cet emploi, nous pourrions facilement augmenter les surfaces à cultiver (si le labour manuel a permis par exemple de labourer X Hectares de terre en une journée, l'emploi du tracteur permet de traiter βX Hectares de terre, $\beta > 1$). On peut donc prévoir une augmentation de la productivité pour une même durée de travail grâce à l'utilisation du capital technique motorisé (hausse de la concentration des efforts productifs et baisse en volume des efforts accompagnés par une économie de temps). Mais, pour pouvoir disposer de ces matériels de productions indirectes, il faut d'abord l'acquérir. Pour ce faire, il faut que les agriculteurs disposent de ressources monétaires suffisantes. L'obtention de ce dernier peut se faire par ressource d'épargne, mais vu que dans les pays en développement, l'épargne n'est pas suffisante pour financer l'acquisition de ces matériels, les rôles des banques et des institutions de micro finances sont primordiaux pour le développement du secteur agricole. Le schéma 3 permet d'illustrer tout ce qu'on a dit.

Là encore, on peut avancer que le volume de l'emploi du capital aussi bien technique que monétaire permet de lutter contre la pauvreté en aidant les agriculteurs à accroître leurs volumes d'exploitations tout en réduisant les peines.

Schéma 3 : Place du capital dans la production agricole



Source : initiative individuelle

1-3 / La terre

La terre est le facteur le plus important dans l'agriculture car c'est elle la base même des exploitations. Une terre de bonne qualité permet de dégager un volume de production élevé pour un type de produit. Elle set la base de la **théorie de la rente différentielle** de David Ricardo (1772-1823) selon laquelle :

- le coût du travail sur le terrain de bonne qualité est faible,
- pour une même surface, la productivité y est élevée que sur un terrain de qualité moindre à défaut d'usage d'autres intrants (engrais chimiques plus importants et plus des semences plus perfectionnés) qui coûte plus cher.

Ainsi, **la quête des terres de bonne qualité est primordiale** non seulement afin d'accroître la productivité agricole mais aussi pour diminuer les coûts d'exploitations.

C'est dans cette logique que nous pouvons comprendre les exploitations des terres pour des fins agricoles effectuées par des étrangers qui s'implantent dans les pays du tiers monde, car ils ne peuvent pas produire les biens sur les terres qu'ils ont chez eux alors que les biens sont primordiaux pour la satisfaction des besoins locaux dans leurs pays d'origines (cas de la production de Cacao et d'Ylang Ylang dans la région de DIANA à Madagascar).

C'est aussi le cas des paysans Betsileo, qui est une tribu des paysans issus de la haute terre de Madagascar à s'implanter dans les zones côtières où la productivité est élevée et où le coût d'exploitation (labour, fertilisation...) est faible.

L'emploi des terres de bonne qualité est donc une condition nécessaire pour produire plus et souffrir moins durant l'exploitation. La disposition et l'emploi des terres de bonne qualité sont susceptibles de réduire le niveau de pauvreté.

En conclusion, on peut dire que pour accroître les moyens rares (biens agricoles) nécessaires à la satisfaction des besoins primaires (alimentation), et pour réduire donc la pauvreté, le niveau et la qualité d'emploi du travail, du capital et de la terre jouent des rôles déterminantes. Maintenant, parlons de la place de l'agriculture dans le processus de développement.

Chapitre 2 / Rôles de l'agriculture dans le développement

On va essayer de déterminer le rôle de l'agriculture dans le processus de lutte contre les obstacles internes et externe dans les Pays en voie de développement.

Notre objectif consiste, pour ce deuxième chapitre, à mettre en relief les défis de l'agriculture dans la lutte pour sortir ces pays du cercle vicieux du sous développement en passant par la pauvreté.

Cette analyse s'effectuera en deux niveaux. Dans un premier temps, on va essayer de faire ressortir quels sont les obstacles internes, dans les pays en développement, contre qui l'agriculture doit relever. Dans un second temps, on va exposer quels sont les bienfaits possibles de l'agriculture pour la lutte contre les obstacles externes au développement.

2-1 / Défis contre les obstacles internes au développement (Quelques cas)

a) Défis contre les blocages géographiques et humains

Suite à la quête des terres cultivables grandissantes qu'on a exposé dans le premier chapitre, afin de garantir d'abord la lutte contre la pauvreté (insatisfaction des besoins primaires, alimentaires surtout) et pour diminuer les coûts d'exploitations, les acteurs économiques dans l'agriculture sont contraints de procéder à des pratiques des feux de brousses et à des défrichements. Leurs objectifs, à ces moments là sont d'étendre leurs surfaces d'exploitations (défrichements) et, en même temps, de constituer des engrais organiques issus des cendres des feux de brousse et des bois défrichés (culture sur brûlis).

Les résultats de ces pratiques sont :

-Erosion du sol (cas des feux des brousses) : c'est la suite de la dégradation de la couverture végétale. Les sols cultivables deviendront rares et par conséquent il y aura une baisse probable de la production agricole et surtout alimentaire. La famine ne pourra que s'ensuivre. Ce phénomène va même continuer à se réguler automatiquement de manière cumulative car on cherchera toujours des nouvelles terres cultivables.

-Insuffisance pluviométriques et épuisement des ressources hydrographiques : qui entraîneront une insuffisance d'irrigation en eau. Une baisse de la productivité et des revenus réels de la production seront alors prévisibles.

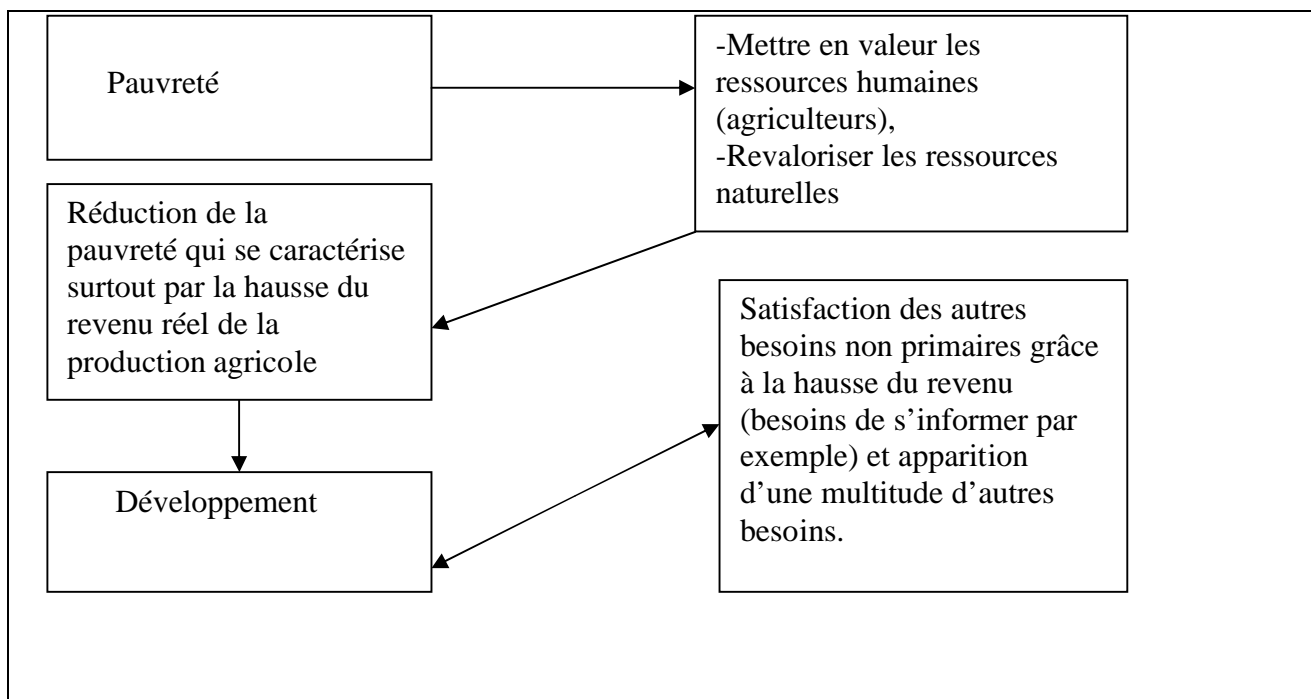
Ces résultats reflètent tous des exemples de manifestations du sous développement. On va maintenant essayer de mettre en exergue les solutions susceptibles d'être apportées par l'agriculture pour résoudre ces problèmes de l'humanité.

Pour diminuer et éviter l'emprise de ces problèmes, il faut procéder à la réforme des systèmes culturaux : c'est-à-dire employer le système de culture intensive (augmenter le rendement avec la même surface), il faut revaloriser les sols, il faut que les gouvernements et les collectivités locales mettent entre les mains de la population les savoirs faire nécessaires pour les mettre en place par le biais d'une *politique de formation et de vulgarisation* faites par des ingénieurs et des techniciens de l'agriculture. La formation de ces ingénieurs, techniciens, et des agriculteurs, aussi doit d'être pris en charge par l'Etat au biais d'une politique nationale de formation (pour les professionnels), d'éducation (pour les élèves au moyen d'une politique d'enseignement technique et la mise en place des lycées technique agricoles comme celle qui se trouve dans le district de Fandriana, qui est une commune rurale dans le province de Fianarantsoa à Madagascar), de recherche et développement (R&D) pour les universitaires.

Concernant cette promotion de recherche et développement au niveau des universités, le principal problème réside dans le fait que la formation est très limitée. Le lancement d'un programme de reforestation aussi n'est que souhaitable dans la mesure où la reconstitution de la couverture forestière permettra de résoudre le problème d'insuffisance pluviométrique et de tarissement des ressources hydrographiques.

Le schéma 4 ci-dessous montre d'une manière générale la place des obstacles géographiques et humains et leur transformation en moyen pour accroître le revenu de la production. Ce supplément de revenu sera alloué à la satisfaction des autres besoins, ce qui caractérise le phénomène de développement. Il est nécessaire de savoir que le fonctionnement est à peu près le même pour les autres obstacles internes au développement.

Schéma 4 : Lutte contre les obstacles géographiques et humains dans le processus de développement



Source : Initiative de l'auteur

Ainsi sont des exemples de défis de l'agriculture dans le processus de développement par la lutte contre les blocages géographiques et humains. Passons maintenant aux défis contre les blocages économiques.

b) Défis contre les blocages économiques

On va prendre seulement le problème de faiblesse permanente d'accumulation de capital. En fait, les programmes de formations et de vulgarisations exposés ci-dessus ne seront profitables aux agriculteurs qu'après applications. La mise en œuvre de ces mesures, pour des agriculteurs qui sont déjà appauvris et qui, en participant à ces formations veulent s'enrichir à partir des nouvelles idées qui leurs y ont été transmis, ne sera pas immédiate faute des mesures d'accompagnement.

Ces mesures peuvent être résumées par la mise à la disposition des paysans les capacités dont ils ont besoin pour acquérir les intrants nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles idées qu'ils ont reçues lors de leurs formations. Là encore, les gouvernements ont encore du pain sur la planche. Diverses mesures peuvent être pris en compte par ce dernier, on peut prendre comme exemples :

-Une politique de libéralisation et de promotion du secteur de la micro finance sera la bienvenue dans ce cas. Par le biais de cette politique, une disponibilité financière supplémentaire sera accordée aux agriculteurs. Ces derniers pourront en faire des investissements et il y aura un enrichissement

des agriculteurs et de la population globale grâce à <<l'effet boule de neige>> du multiplicateur d'investissement. La pratique du crédit bail est aussi une issue pour aider les agriculteurs à se doter des matériels nécessaires à la réalisation des mesures rectificatives proposées par les formateurs. Cette pratique a un effet bénéfique au développement car il dégage une fraction de capacité financière supplémentaire qui peut être affectée à une ou autres postes de dépenses (scolarisation des enfants, élevage, santé, ...etc.) lucratives à court ou à long terme.

-La réhabilitation des infrastructures d'irrigation et de transport. En effet, l'irrigation est une partie du kit composant la révolution verte. La culture rizicole à Madagascar, par exemple est essentiellement irriguée. Pour booster la productivité agricole, il faut que l'Etat lance un Programme d'Investissement Public (PIP) pour créer ou entretenir les infrastructures d'irrigation (barrages, canaux,...etc.). Si la productivité agricole pour une filière atteint un certain niveau élevé, une baisse des prix sera observable plus tard de telle manière que d'autres agriculteurs vont essayer de se convertir dans certains filières ou cultures non saturés (passage par exemple de la culture vivrière à la culture d'exportation). Grâce à cet effet, il y aura une augmentation de la productivité globale dans l'agriculture

A travers ces quelques exemples, on peut dire que l'agriculture peut lutter contre des blocages économiques pour vaincre le sous développement. Passons maintenant à l'analyse de cas des blocages institutionnels.

c) Défis contre les blocages institutionnels

Prenons le cas de la non prise en compte du droit de propriété de la personne. Du fait du manque des moyens financiers, la plupart des agriculteurs ne pourraient jamais régulariser leurs situations foncières. D'une part, ils n'ont pas l'argent nécessaire pour payer les droits de certification qui leur accordera le titre de propriété. D'autre part, même s'ils ont l'argent nécessaire aux paiements nécessaires, ils n'ont pas le temps d'aller vers les offices chargés de leur accorder le titre de propriété foncière. Concernant ce dernier problème, il est à noter que pour la plupart des cas, les distances entre les plantations et les offices publics fonciers sont assez éloignés. Si on y ajoute les problèmes lourds administratifs rencontrés dans les bureaux, le temps perdu sera considérable. Ce sera un supplément de coût (temporel) pour les agriculteurs, car le temps qu'ils consacreront à l'activité agricole est réduit par l'attente et cette lourdeur. nous parlons de tout ceci sans oublier la frustration ressentie par les agriculteurs car la plupart d'entre eux n'ont pas été habitués à se présenter dans des bureaux officiels.

Or, sans ce titre de propriété, ils vont vivre dans une éternelle crainte d'une possible expropriation et qu'ils risquent ainsi d'être dépossédés de leurs récoltes, de leurs maisons, et de leurs exploitations. La motivation, et par conséquent la productivité, seront faibles.

Ces exemples de blocages peuvent être résolus par deux façons :

- l'**assouplissement temporel, administratif et financier** des systèmes fonciers qui incitera les agriculteurs à régulariser leur situation car il y aura moins de pertes de temps et d'argent,
- l'**assouplissement spatial** des systèmes fonciers, c'est-à-dire décentraliser les offices fonciers vers les lieux géographiques les plus proches des agriculteurs.

Ces mesures peuvent aider l'agriculture à relever les défis contre les blocages institutionnels pour le développement car il y aura une assurance supplémentaire pour produire plus, et avec, une possibilité de gain en plus. L'analyse revient au même.

A titre de conclusion pour les analyses des défis internes, on peut apercevoir une corrélation entre la notion de lutte contre la pauvreté et le processus de développement. La lutte contre la pauvreté dégage lors de son application dans le domaine de l'agriculture un supplément de revenu qui fera apparaître une multitude d'autres besoins et dont la satisfaction sera assurée en partie ou totalement par l'excédent de gain.

Maintenant, analysons les obstacles externes au développement et dégageons ce que l'agriculture pourra y jouer pour aider les pays en développement à rattraper les retards enregistrés.

2-2 / Défis contre les obstacles externes au développement

L'une des questions fondamentales qui se pose aux pays en développement est celle de leur insertion dans l'économie mondiale. Il s'avère que cette insertion ne conduit pas automatiquement au développement mais contribue le plus souvent à renforcer la stagnation.

Deux phénomènes semblent responsables du blocage du développement :

- le pillage des matières premières par les pays industrialisés du Nord,
- l'échange inégal des biens entre pays riches et pauvres.

Concrètement, les pays en développement subissent une dépendance à des multiples niveaux :

-**la dépendance commerciale** : les pays en développement exportent des produits de base (matières premières et produits alimentaires d'origines agricoles), ils importent des produits industriels; à peu près de 60% des exportations de ces pays sont destinées aux pays industrialisés à économie du

marché. D'une manière générale, les termes de l'échange des pays en développement se sont détériorés ces dernières années.

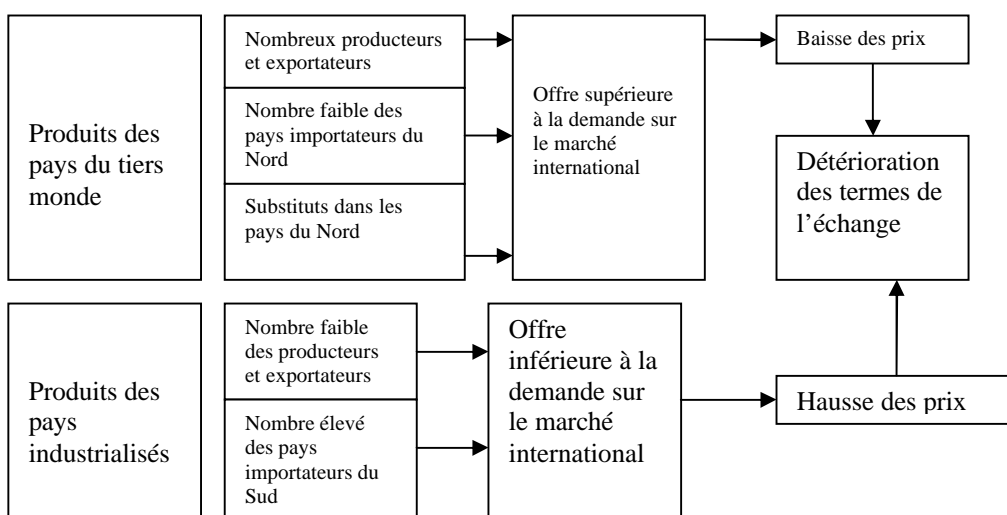
-la dépendance technologique : c'est-à-dire que la capacité d'innovation y est limitée.

-la dépendance financière : l'insuffisance des ressources internes conduit les pays en développement à rechercher des sources de financement à l'étranger, notamment auprès des grandes banques internationales. **C'est ainsi que se constitue la dette du tiers monde.**

La question qui se pose est alors de savoir **quels sont les rôles que l'agriculture pourra tenir pour limiter ces contraintes.**

La dépendance commerciale des pays en développement à l'égard des pays industrialisés s'est aggravée dans les années 80, avec la très nette détérioration des termes de l'échange. Cette expression recouvre les situations dans lesquelles l'évolution des prix ou de la quantité des biens produits par un pays ne lui permet d'acheter qu'une partie de la quantité des biens et services qu'il pouvait acheter précédemment. La détérioration des termes de l'échange des pays du Sud est essentiellement due à la stagnation ou à la baisse des prix de ses matières premières, alors que ceux des produits manufacturés du Nord ne cessent d'augmenter en raison de la valeur ajoutée qui y est incluse et du coût de la main d'œuvre et la présence des produits substituables aux produits agricoles d'exportations des pays en développement. (Schéma 5)

Schéma 5 : Mécanismes de détérioration des termes de l'échange des pays du Sud

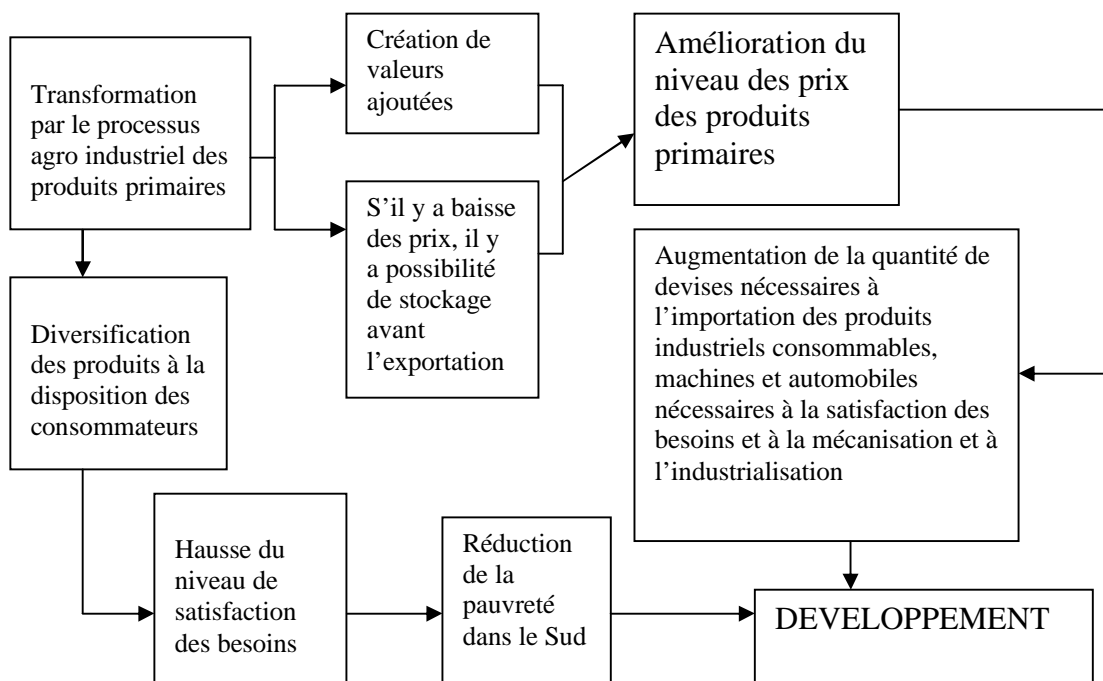


Source : initiative personnelle

Pour y remédier, l'agriculture doit s'adapter aux contraintes commerciales. L'analyse ci-dessous n'est pas exclusive mais elle répond déjà partiellement au problème.

Les pays en développement doivent diversifier la **destination économique** (entre **auto consommation, exportations, consommation intermédiaire, variations de stocks**) de leurs produits agricoles au lieu de les concentrer dans l'exportation. Cette affirmation ne signifie pas qu'il ne faut plus exporter. Il faut leur créer de la valeur ajoutée avant de les exporter. Pour ceci, il faut passer par la promotion de l'agro industrie qui se définit comme la transformation industrielle des produits agricoles. On peut éviter ainsi d'exporter nos produits à l'état brut. Ce processus va diminuer la sensibilité de la production à la baisse de leur prix car, si l'exportation à une date donnée n'est pas rentable, le stockage est un recours possible pour rééquilibrer le marché avec une amélioration du niveau des prix. L'effet immédiat de cette solution est qu'on peut gagner une plus grande quantité de devises nécessaires aux exigences de paiement dans les relations internationales (paiements des marchandises importées qui sont nécessaires à la vie de la nation). On peut aussi profiter d'une plus grande diversification des produits alimentaires et non alimentaires d'origines agricoles qui ne fait qu'accroître le niveau de vie de la population qui disposera ainsi d'une large gamme des produits. Le schéma 6 ci-dessous permet bien d'illustrer les affirmations qu'on a évoquées. Il parle du rôle central joué par l'agro industrie dans le processus de développement.

Schéma 6 : Défis de l'agriculture dans le développement



Source : Initiative individuelle

Nous pourrions parler de développement car il y aura création d'emploi qui permet de réduire la pauvreté tout en augmentant la gamme des produits disponibles qui vont satisfaire des nouveaux besoins. On peut aussi parler de développement car l'agriculture a permis de booster un peu l'industrialisation comme selon le vieil adage malagasy : **l'agriculture est la base du**

développement et l'industrie son moteur. Bien sur il y a d'autres contraintes sur cette solution : les **contraintes technologiques et les contraintes financières.** On les a déjà mentionnés dans le premier chapitre de cette partie dans la lutte contre la pauvreté. Les défis sont les mêmes pour l'agriculture pour améliorer la situation commerciale des pays en développement.

Après avoir émis ces quelques théories non exclusifs sur l'agriculture et le développement, passons maintenant à une analyse plus descriptif de l'agriculture en prenant le cas de Madagascar. On va essayer de répondre à la problématique tout au long de cette prochaine partie.

Partie II / L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR

Avant de faire une analyse empirique proprement dite, faisons quand même un cadrage méthodologique de cette analyse

Chapitre 1 / L'agriculture malagasy (Méthodologie d'analyse)

On va considérer les périodes 2002-2003 et 2004-2005. Les données statistiques proprement dites seront exposées en annexes. On va essayer d'interpréter et de cadrer les données statistiques d'une manière non exclusive.

Une approche descriptive des diagnostics dans le domaine agricole à travers la disponibilité des statistiques sera aussi proposée (Méthodologie d'analyse).

Durant les deux périodes, la description va porter sur les rubriques ci-dessous (sous réserve de quelques agrégations) :

➤ Les populations :

- Population agricole
- Population rurale

➤ Les superficies :

- Superficies par types de culture :
- - ✓ Superficies des cultures vivrières
 - ✓ Superficies des cultures d'exportations
- Superficies par filières :
- Superficies selon :

- ✓ Le mode de faire valoir
- ✓ Le mode de fertilisation
- ✓ Type de riziculture
- ✓ Type d'irrigation rizicole
- ✓ Type de labour
- Les exploitations
 - Nombre d'exploitations :
 - ✓ Rizicoles
 - ✓ D'autres cultures vivrières
 - ✓ Des cultures d'exportations
- Productions
 - De cultures vivrières
 - De cultures d'exportations
- Prix moyens aux producteurs de chaque type de culture en Fmg/ Kg

1-1/ Les populations

On va analyser la population rurale et agricole (en nombre) dans les six provinces en analysant le degré de liaison entre les variations temporelles de chaque population par le rapport entre les variations provinciales de la population agricole et les variations provinciales de la population rurale. Ce degré de liaison mesure la probabilité d'être un agriculteur sachant qu'on vit en milieu rural dans chaque province. Cet indicateur, pour Madagascar, va permettre de supposer si l'on peut confondre l'étude de la population rurale avec celle de la population agricole (introduction

des données des ROR²). Ainsi de suite, on pourra analyser et supposer que le niveau de vie à étudier est la même aussi bien en milieu rural qu'en milieu agricole.

Un autre objectif consiste à dégager l'idée de la confiance de la population vis-à-vis de l'exercice d'une activité agricole. Ce niveau de confiance permet de refléter la situation globale de la pauvreté dans l'exercice d'une activité agricole (spécialisation ou méfiance).

1-2/ Les superficies

En tenant compte du fait qu'on a besoin d'importer, il faut exporter. Les cultures d'exportations constituent donc des défis pour la lutte contre la pauvreté. Une spécialisation (*partielle*) provinciale à l'exercice d'une ou de plusieurs cultures d'exportations constitue un avantage par rapport à d'autres provinces qui se spécialisent à la production des cultures vivrières. Du fait de cette dispersion d'activités, il se peut que la productivité en denrées alimentaires agricoles soient en situation d'insuffisance dans les provinces à doubles vocations. Il y a donc une nécessité de s'approvisionner dans les autres provinces. Une idée de pauvreté par l'insuffisance de productivité en produits vivriers peut être tirée sur la répartition des terres entre ces deux types de culture.

Dans l'exploitation des terres, un degré plus ou moins intense de la peur liée à l'insécurité foncière constitue aussi un autre indicateur de pauvreté.

Toujours dans l'exploitation des terres, l'usage plus ou moins intense d'engrais fertilisants constitue aussi une idée de pauvreté. Cet usage permet d'imaginer :

- ✚ Le degré d'ouverture à l'innovation,
- ✚ La productivité future.

Particulièrement, dans la production rizicole (aliment de base pour Madagascar), on va essayer de mettre en relief le mode d'irrigation afin de déterminer le niveau de recours à la pluviométrie directe. En effet, le recours à ce phénomène est paradoxal à l'autosuffisance hydraulique et, donc, une signe de pauvreté, étant donné que l'eau est un ingrédient principal à la

² Réseaux des Observateurs Ruraux qui est un document de synthèse observable auprès de la Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ou auprès de l'INSTAT ; renfermant des informations sur quelques localités agricoles importantes à Madagascar.

riziculture irriguée. Toujours dans cette optique, l'adoption de la culture rizicole non irriguée (vary an-tanety) permet de prédire la saturation des terres susceptibles d'être converties facilement en rizières. C'est aussi un signe de pauvreté tout en étant un indicateur plus ou moins positif à l'innovation. Une autre alternative à cette saturations est la pratique de la riziculture sur brûlis qui est une source de la dégradation du bien être des agriculteurs dans le futur.

On peut aussi caractériser la pauvreté agricole par le taux de motorisation dans l'économie agricole. Tout au moins, une diminution du labour manuel constitue déjà une signe du progrès dans le secteur.

1-3/ Productions et prix moyens aux producteurs

On peut mesurer le niveau de pauvreté par le niveau de productivité des cultures vivrières par provinces. Une hausse de la productivité sera synonyme de baisse des prix et constituera ensuite une meilleure accessibilité à ces produits accompagnée d'un approvisionnement sûr dans les autres régions à doubles vocations agricoles.

Plus concrètement, on va essayer de relever les liaisons entre (afin d'en déduire une idée de pauvreté) :

- ✚ Productivité provinciale en produits vivriers,
- ✚ Prix des produits d'exportations dans les provinces à doubles vocations agricoles,
- ✚ Prix des produits vivriers,
- ✚ La sécurité alimentaire.

1-4/ Conclusion

L'objet de ce chapitre est d'interpréter, d'introduire le lecteur dans le vif du sujet, c'est-à-dire à l'analyse de la pauvreté. C'est donc la méthodologie d'analyse des statistiques agricoles dans les **annexe 2** et **annexe 3**.

Passons maintenant à l'analyse diagnostique de l'agriculture malagasy proprement dite afin de répondre à la problématique.

Chapitre 2/ Analyse diagnostic du secteur agricole

Dans ce chapitre, essayons d'analyser à partir des données statistiques en annexes si les agriculteurs malagasy peuvent être considérés comme pauvres. Les données seront complétées par d'autres informations en provenance du Réseau des Observatoires Ruraux- Fiches signalétiques 2001-2006 et quelques données issues des expériences personnelles passées (enquêtes anonymes pour intérêt personnel, les noms des personnes n'ont pas été enregistrés).

2-1/ Le travail

a) La population

On va essayer de mettre en exergue la possibilité de liaison entre la population rurale et la population agricole. Calculons d'abord le degré de liaison entre la variation de la population rurale et la population agricole de 2002 et 2003. Ensuite, effectuons le même calcul pour 2003 et 2004-2005.

Tableau 2 : Liaison de la population agricole et rurale 2002-2003

Province	Var Pop Agri (1)	Var Pop Rur(2)	(1)/(2)
Antananarivo	80620	96180	0,83822
Fianarantsoa	23710	88010	0,2694012
Toamasina	50910	57930	0,87881926
Mahajanga	42970	42920	1,00116496
Toliara	50960	55680	0,91522989
Antsiranana ³	124940	30100	4,15083056
Madagascar	374110	370820	1,00887223

Source : Service des statistiques agricoles/DSSA

-Pour 2002-2003 il y a 84% de chance qu'une augmentation unitaire de la population rurale soit liée à la hausse de la population agricole à Antananarivo. Cette probabilité est de 27% pour Fianarantsoa, 88% pour Toamasina, 100% pour Mahajanga, 91% pour Toliara et 400% pour Antsiranana. *Au total, pour la période 2002-2003, pour l'ensemble de Madagascar, cette liaison est de 100% et on peut confondre une étude de la population rurale et la population agricole.* Pour la période 2003-2004-2005, d'après le tableau 3 ci-dessous, cette hypothèse est encore démontrée même s'il y a une variation des probabilités de liaison dans chaque province. Antsiranana, la

³ Version Malagasy de Diego Suarez qui est une province au Nord de Madagascar

population agricole augmente plus vite que la population rurale, l'agriculture est exercée aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour Mahajanga, toute population exerçant une activité agricole se trouve en milieu rural. Pour les autres provinces, la population rurale est plus nombreuse que la population agricole. Ces pourcentages provinciaux sont peut être liés aux faits que l'agriculture est exercé en tant qu'activité principale ou en tant qu'activité secondaire. En effet, les données du ROR montrent que plus de 80% des ménages ruraux entre 2002 et 2005 exercent au moins une activité secondaire (voir annexes). D'après la même source, plus de 80% des ménages ruraux exercent l'agriculture comme activité principale. Il n'y a pas spécialisation totale en agriculture pour les ménages agricoles. On verra peut être plus tard les raisons probables mais on peut déjà avancer qu'il y a manque de confiance que l'agriculture pourra constituer une source de revenu suffisante pour satisfaire les besoins ressenties par la population agricole.

Tableau 3 : Liaison 2003- 2004 et 2005

Province	Var Pop° agricole (1)	Var Pop°Rurale (2)	(1)/(2)
Antananarivo	153018	318022	0,48115539
Fianarantsoa	562964	186240	3,0227878
Toamasina	55821	-109109	0,51160766
Mahajanga	287214	300111	0,9570259
Toliara	643175	562057	1,14432344
Antsiranana	-418457	-67845	6,16783846
Madagascar	1283735	1189476	1,07924414

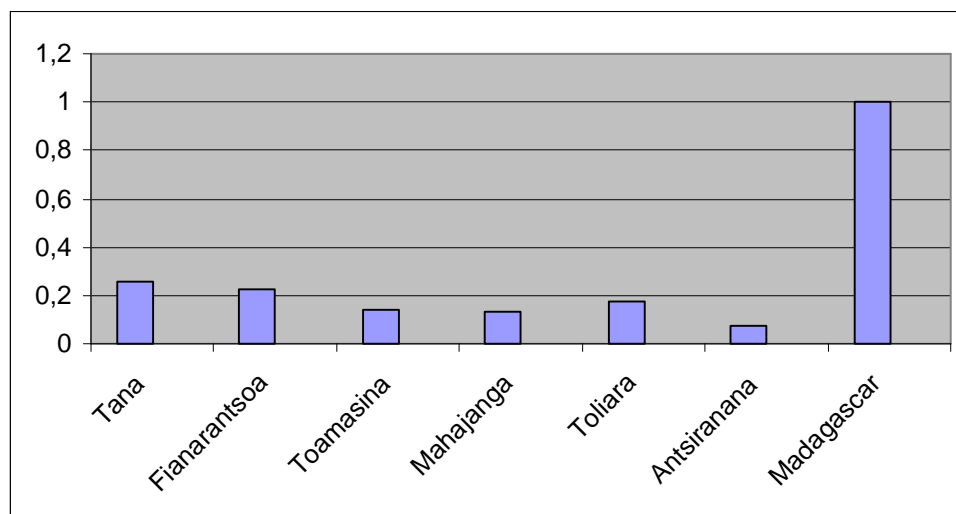
Source : Services des statistiques agricoles/DSSA

b) Les exploitations

Tableau 4 : Exploitations (en %) agricoles 2004-2005

Provinces	% des exploitations
Tana	0,252429903
Fianarantsoa	0,223759848
Toamasina	0,144198128
Mahajanga	0,129895013
Toliara	0,172247222
Antsiranana	0,077469887
Madagascar	1

Schéma 7 : Exploitations agricoles 2004-2005



Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005

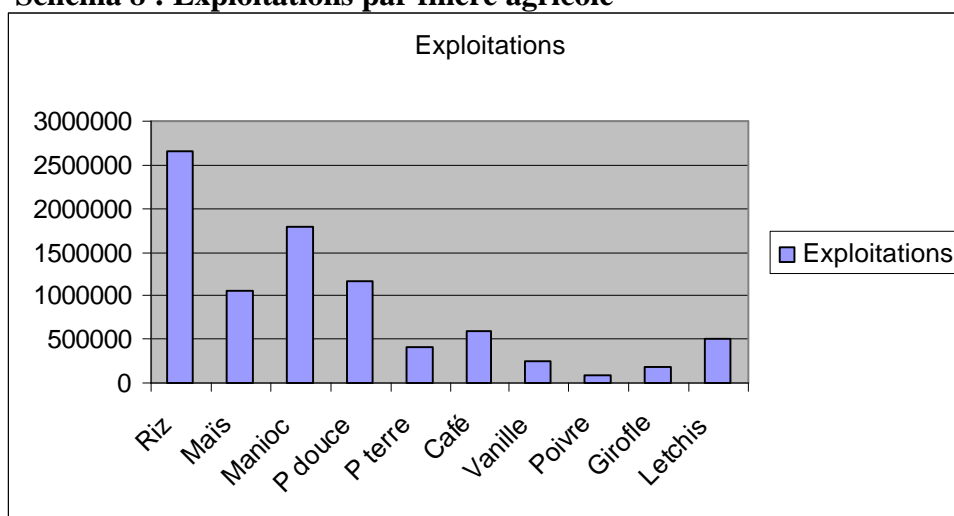
D'après les données 2004-2005, 47% des exploitations agricoles sont concentrées dans les hautes terres (Antananarivo et Fianarantsoa). On va essayer de dégager les raisons par l'analyse des exploitations par filière et par culture de la période 2002-2003 afin d'en déduire des idées sur la question.

La majorité des exploitations par province pratiquent la **culture développée**, c'est-à-dire qu'une **même exploitation** pourra faire l'objet **d'une ou plusieurs cultures** pendant une même période déterminée. C'est déjà un signe de pauvreté car on essaye de produire tous ce dont on a besoin et tous produits agricoles qui pourront faire l'objet d'une substitution. Une nuisance à cette situation réside dans le fait que les efforts sont éparpillés et que le rendement pour chaque filière pratiquée pourra baisser faute d'attention suffisante au moment de la production.

Les données ROR montrent que de 2002 à 2005, la proportion des ménages riziculteurs est comprise entre [78% ; 81%]. La place du riz, aussi bien dans les cultures vivrières que dans la culture totale est très importante. Le schéma 8 ci-dessous nous interprète cette affirmation.

D'après cette graphique, encore, on constate une large domination des exploitations agricoles dans les cultures vivrières que sur les cultures d'exportations. On verra plus tard la production par filière mais on peut déjà avancer que la quantité de devises nécessaires à l'importation sera aussi très limitée. C'est un signe de la pauvreté. A titre d'informations pour les lecteurs, il est important de savoir que Toliara et Antananarivo sont les provinces les plus vulnérables car la seule culture d'exportation dont on y trouve est le Café avec une proportion respectivement de 1% et de 1,7%.

Schéma 8 : Exploitations par filière agricole



Source : Annuaire statistique agricole 2002-2003

2-2/ La terre (Superficies, Surfaces)

Les données de 2002 et de 2003 nous donnent l'ordre d'importance des superficies agricoles accordées par filière. Cet ordre d'importance est : riz, manioc, maïs, café, patate douce, girofle, pomme de terre, vanille, poivre. Concernant les cultures vivrières, il n'y a pas de spécialisation, elles peuvent être plantées dans n'importe quel type de terre ou suivant n'importe quel type de climat. D'où l'importance des surfaces agricoles des cultures vivrières. Les cultures d'exportations, par contre, nécessitent un climat essentiellement tropical chaud et humide. Ce type de climat se trouve dans la partie orientale de Madagascar. Cette zone est alors divisée en culture d'exportation et en culture vivrière d'où une importance des surfaces des cultures de rentes qui concurrencent les denrées alimentaires. Il y a méfiance de cette zone pour la spécialisation totale en culture de rente, cette méfiance est peut être liée au fait que la production des cultures vivrières des autres zones n'est pas suffisante pour couvrir les besoins nationaux (à voir plus tard dans l'analyse des outputs).

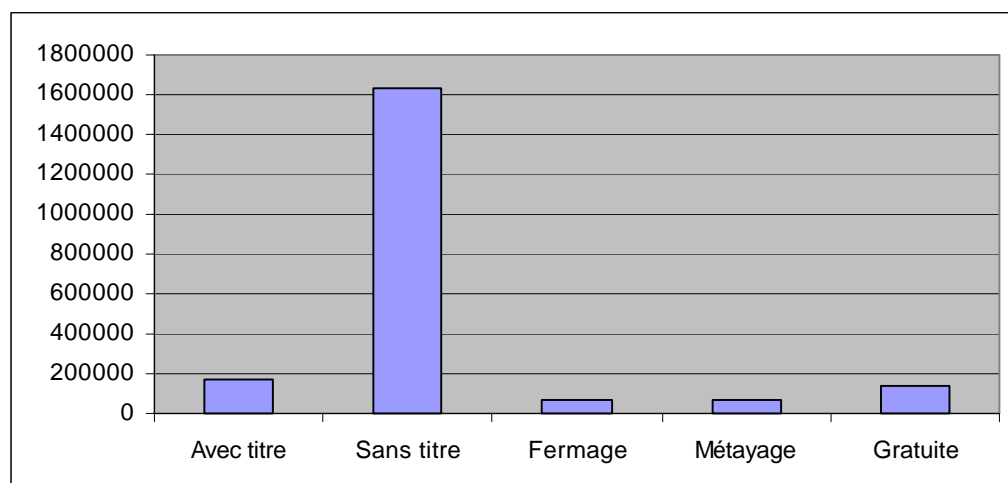
L'importance des surfaces par filière nous renseigne déjà sur une idée de pauvreté.

Passons maintenant à l'interprétation des données de 2004 et 2005. Cette période montre aussi une analyse identique à celui de 2002 et 2003 (tableau 1, 7 et 8 de la partie superficies de la période 2004-2005), mais elle est plus descriptive des modes de productions.

Suivant l'exploitation sur les modes de faire valoir on peut avoir une vision d'ensemble pour Madagascar suivant le schéma 9 au verso.

Clicours.COM

Schéma 9 : Importance du mode de faire valoir par superficies agricoles



Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005

Il y a une importance de l'exploitation informelle (mode de faire valoir sans titre et l'occupation gratuite des terres d'autrui. Dans ce genre d'exploitation, on travaille toujours dans un environnement de méfiance que l'Etat ou les propriétaires privées des terres puissent leur enlever les fruits de leurs récoltes. On risque alors de produire moins, ce qui risque fort d'accroître l'insuffisance des produits agricoles nécessaires à la satisfaction des besoins de la population Malagasy. Un effort pour la sécurisation foncière n'est donc pas un superflu de la part des autorités décentralisées pour lutter contre la pauvreté.

Pour les non propriétaires des terres, les transferts d'une partie des récoltes en nature (fermage) ou en espèce (métayage) à titre de loyer au profit des propriétaires des terrains pourront aussi créer des situations de méfiance ou d'abandon d'exploitations dans les périodes futures. La cause n'est autre que l'insuffisance des récoltes (qui s'ajoute aux insuffisances liées aux cyclones, vols au pieds, acidité des terres, ...etc.).

Cette situation entraînera une baisse de la production future qui n'est pas souhaitable pour qui que ce soit à Madagascar.

Les agriculteurs qui ne disposent pas de terres pour cultiver seront condamnés à la pauvreté sans mesures d'accompagnement de la part de l'autorité gouvernementale. Ils sont encore très nombreux à Madagascar, on peut donc facilement comprendre qu'il y a encore une très grande probabilité de risque de pauvreté dans le milieu agricole Malagasy.

Si :
-X : Nombre d'hectares d'exploitations physiques informelles (Sans titre + Gratuite)
-Y : Niveau de pauvreté (lié à la productivité et à la sécurité dans l'exploitation)
Supposons que : $Y = aX + b$

	<i>I : observations</i>	<i>Y : variable expliquée</i>	<i>X : variable explicative</i>
	<i>1</i>		
	<i>2</i>		
		
		
Total	<i>n</i>	Total Y	Total X

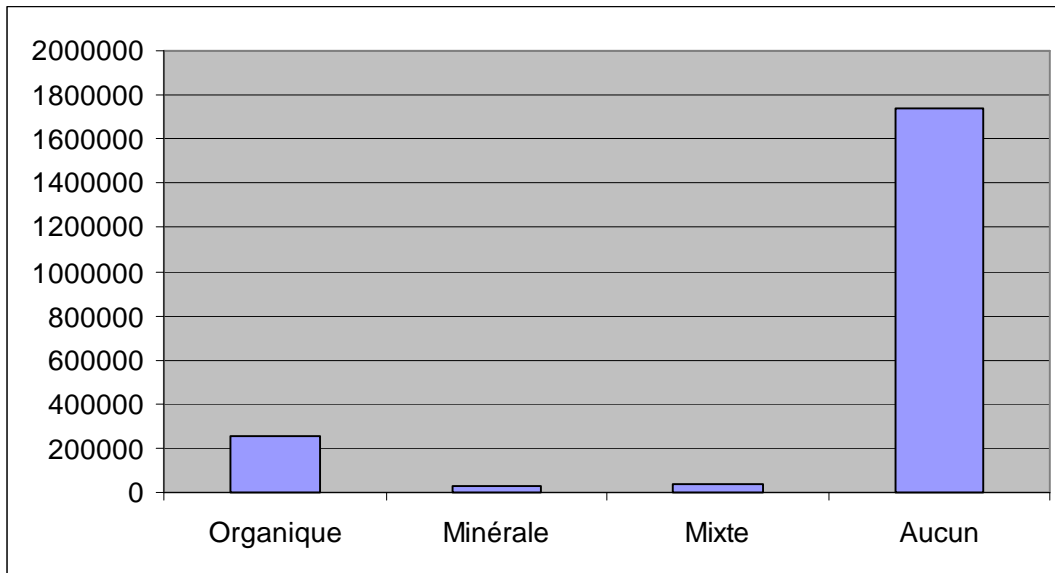
-a est le coefficient de régression de Y par rapport à X :
 $a = \text{Cov}(X, Y) / V(X)$.
-b est le niveau minimum de pauvreté, c'est-à-dire la pauvreté induite si on ne procède à aucune observation : $b = E(Y) - [(Cov(X, Y) / V(X)) * E(X)]$.
Si on continue l'analyse de régression, on trouvera qu'il y a corrélation positive entre X et Y : Y est une fonction croissante de X.

Une autre déterminant de la pauvreté dans le mode d'exploitation des superficies agricoles est l'importance élevée de la non utilisation d'engrais (voir le schéma 10). S'il y a utilisation de ce type d'intrant, il y a surtout usages d'engrais organique qui ne nécessitent pas de dépenses élevées. Le recours à l'usage des engrais minéraux ou chimiques est moindre car l'achat de ces substances coûte un peu cher pour les agriculteurs ou parce que l'habitude au mode culture traditionnel persiste encore chez les paysans. Or, l'usage de ces derniers est nécessaire pour accroître la productivité surtout dans le province de Fianarantsoa où les terres ne sont plus très fertiles (tany manta) (cas du district de Fandriana dans la Région d'Amorinimania⁴, information obtenue par expériences issues du vécu). Pour les agriculteurs, le faible recours à l'usage d'engrais constitue un obstacle à la lutte contre la pauvreté c'est-à-dire à l'augmentation de la productivité. Une attention particulière est

⁴ Région de Madagascar dans le province de Fianarantsoa comprenant les districts de Fandriana, d'Ambositra, d'Ambatofinandrahana et de Manandriana.

donc proposée au gouvernement malagasy car pour lancer la révolution verte prônée dans le MAP, il faut remédier à ce problème de non utilisation d'engrais.

Schéma 10 : Importance d'usage d'engrais à Madagascar



Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005

Si :

-Y : Niveau de pauvreté

-X : Nombre de superficies agricoles ne recourant pas à l'usage d'engrais

Supposons que : $Y = a X + b$.

-a : coefficient de régression du niveau de pauvreté Y expliquée par le nombre de superficies n'ayant pas recours à l'usage d'engrais : $a = \text{Cov}(X, Y) / V(X)$.

-b : niveau de pauvreté systématique si on ne procède à aucune observation ($X = 0$) :

$b = E(Y) - [(\text{Cov}(X, Y) / V(X)) * E(X)]$.

Une analyse de régression de Y en X nous informera que Y est une fonction croissante de X.

Si Y : niveau de pauvreté et X une somme de variables explicatives, pour la suite, on pourra faire une analyse multi variable de l'analyse de la pauvreté :

$Y = a X_1 + b X_2 + c X_3 + \dots + z X_n$.

Si on effectue une analyse de multi corrélation, on calcule en ligne les coefficients de régression liés à chaque composante de X par la matrice :

$$(X' X)^{-1} X' Y.$$

Y sera fonction croissante de chaque composante de X tels que par exemple :

-X1 : nombre d'hectares d'exploitations informelles ;

-X2 : nombre d'hectares ne recourant à l'usage d'engrais ;

-X3 : nombre d'hectares recourant à l'usage d'engins de labours motorisés

-..... etc.

Les données observées sont issues du tableau :

<i>Y</i>	<i>X1.</i>	<i>X1.</i>	<i>X1.</i>	.....	.....	.....	<i>Xn.</i>
<i>Y.1</i>	<i>X11</i>	<i>X12</i>	<i>X13</i>				
<i>Y.1</i>	<i>X21</i>	<i>X22</i>	<i>X23</i>				
<i>Y.3</i>	<i>X31</i>	<i>X32</i>	<i>X33</i>				
.....	.....	.....	.....	<i>X44</i>	.....	.....	.....
.....						
.....						
<i>Y.n</i>							<i>Xnn</i>

Les X_{ij} : expriment les valeurs prises par la $j^{\text{ème}}$ variable explicative lors du $i^{\text{ème}}$ observation

On va maintenant tenir compte d'une attention particulière sur la superficie rizicole. Concernant le mode d'irrigation, pour Madagascar, on a moins de recours à la pluviométrie directe. Il y a donc une petite lueur d'espoir pour l'agriculture malagasy concernant le recours à la pluie malgré le phénomène de désertification de la grande île (information issue d'un reportage au Télévision Malagasy). On peut expliquer cette situation par la présence d'un large réseau hydrographique national.

Globalement ou par provincial, la superficie rizicole qui utilise l'irrigation prédomine à Madagascar (environ 79% de la superficie rizicole totale). Il y a donc un fort recours à la ressource hydraulique. L'irrigation est surtout effectuée à l'aide des canaux sauf pour la province de Mahajanga. La dépendance à la pluviométrie n'est donc pas très élevée que dans cette partie de l'île. Les ressources en eau terrestre sont donc relativement suffisantes. Cette dépendance en eau de pluie est un signe de précarité pour la riziculture et pour l'agriculture en général de Madagascar. Il y a donc une situation alarmante dans la province de Mahajanga en terme de ressources hydrauliques. Il faut y résoudre cette insuffisance par des **politiques environnementales** en terme de **reconstitution** et de **protection des ressources hydrauliques**.

La culture rizicole sur tanety commence à être adoptée par les riziculteurs (8% de la superficie rizicole totale). Antsiranana détient le record, suivie de Mahajanga (du faite de

l'insuffisance hydraulique). Il y a saturation des terres susceptibles d'être adoptées en rizières. Il faut prévoir des programmes d'aménagements des territoires afin d'accroître les surfaces disponibles par l'accroissement futur de la productivité rizicole. Ces programmes à prévoir ne constituent pas des superflus dans l'hypothèse où il y a augmentation accélérée du nombre de la population exerçant une activité agricole alors qu'à long terme, il y a une stabilité relative de la volume des espaces cultivables.

Pour les régions de SAVA⁵ (Antsiranana), Antsinanana⁶ (Toamasina), de Vatovavy Fitovinany et d'Antsimo Antsinanana⁷ (Fianarantsoa); grâce au climat tropical chaud et humide et la bonne qualité des terres dans ces régions, ces extensions sont rentables (informations issues des années d'études antérieurs non universitaires) pour accroître la production rizicole. Ces extensions vont même jusqu'à la pratique de la culture sur brûlis (tavy). Elle est effectuée surtout dans les provinces de Fianarantsoa (Vatovavy Fitovinany et Antsimo Antsinanana), de Toamasina (Antsinanana et Analanjirofo⁸) et Antsiranana (SAVA). Une production élevée pourra être enregistrée dans le court terme (**Modèle de développement dans un processus non durable**). A long terme, cette pratique va engendrer des externalités négatives sur le cadre macroéconomique dans lequel doit évoluer l'économie agricole malagasy (**Modèle de développement non durable**, c'est-à-dire qui ne tient pas en compte le bien être des générations futures) :

- une érosion généralisée qui va dégrader les sols cultivables et entraînera un phénomène cumulatif jusqu'à la destruction totale de la plupart des terres rentables.
- un déséquilibre climatique qui entraînera un phénomène de désertification nuisant aux cultures d'exportations ou de rentes (vanille, café, litchis, poivre, girofle,...etc.)
- une destruction des sites touristiques qui sont des sources de revenus supplémentaire pour les agriculteurs.

Il y a beaucoup d'autres arguments mais ces trois points pourront alarmer assez les dirigeants sur la situation de la pauvreté.

Les ménages riziculteurs non propriétaires des rizières, selon le ROR est de 33% en 2002, 30% en 2003, 26% en 2004 et 14% en 2005. On remarque une baisse annuelle. Les ménages qui ont perdus leurs rizières chercheront à remplacer leurs territoires. Ils vont pratiquer soit le tavy, soit le tanety. Les autorités locales doivent réfléchir à ces problèmes.

⁵ Région de Madagascar dans le province d'Antsiranana comprenant les districts de Sambava, d'Antalaha, de Vohemar et d'Andapa.

⁶ Toamasina, Mahanoro, Vatomandry, Brickaville et Marolambo, Tanambao Manampotsy

⁷ Manakara, Mananjary, Ifanadiana, Vohipeno, fort carnot (Ikongo), Farafangana, Vangaindrano, Vondrozo,... etc.

⁸ Fenerive Est, Sainte Marie, Soanierana Ivongo, Vavatenina, Mananara Nord et Maroantsetra

La pauvreté économique s'explique aussi par un haut niveau de peine pendant le processus de production. Pour résoudre ce mal, il faut recourir à l'usage d'engins motorisés. Cette motorisation se répartit comme suit :

-globalement, par rapport aux autres types de labour, 6% seulement des surfaces rizicoles sont travaillées avec des engins à moteurs,

-par province, par rapport au mode de labour motorisé global : Antananarivo (2%), Fianarantsoa (0,4%), Toamasina (65%), Mahajanga (1%), Toliara (6%), Antsiranana (26%). Il y a une forte concentration de l'usage d'engins motorisés dans les provinces de Toamasina et d'Antsiranana (90% de la motorisation totale). Il y a une précarité pour les riziculteurs des autres provinces.

En outre, une prédominance du labour manuel constitue aussi un niveau précaire de bien être. Bien sûr, même si on ne peut pas se procurer des engins motorisés, on a recours à la traction animale ou au pietinage animale. A défaut de ces derniers usages, la peine sera encore au niveau de la pauvreté. Le record de ce type pauvreté est encore enregistré par la province de Fianarantsoa.

2-3/ Analyse sur les outputs : productions, prix et revenus

Période 2002-2003 :

Les prix moyens aux producteurs des produits vivriers sont très élevés dans la province d'Antsiranana. Le haut niveau de vie des planteurs de vanille y est pour quelque chose. Le Kg de vanille y est évalué à 362785 Fmg. Avec cette somme, on peut acheter 294 Kg de riz local, 395 Kg de riz d'Antananarivo, 339 Kg de riz de Fianarantsoa, 323 Kg de riz de Toamasina, 329 Kg de riz de Toliara et 416 Kg de riz de Mahajanga. Ce rapport d'échange en nombre de Kg de culture vivrière par rapport au Kg de vanille tend encore à s'augmenter si on considère les autres cultures vivrières. Il y a déjà une idée de pauvreté relative des autres provinces par rapport à la province d'Antsiranana qui concentre les 81,3% de la production de vanille. Une forte production des produits d'exportations comme la vanille est un signe important d'avantage par rapport à d'autres provinces. Les autres part sont produits par les autres provinces à l'exception de Toliara et d'Antananarivo. Ces autres provinces se spécialisent donc en cultures vivrières comme le riz. Or, les données du ROR montrent qu'entre 2002 et 2005, 78% à 85% de la population agricole achètent encore leur aliment de base dont le riz pendant la période de soudure. En plus, on importe encore du riz de l'extérieur. La production globale en culture vivrière n'est donc pas suffisante localement. En

terme de production en culture vivrière, la situation n'est pas favorable aussi pour les provinces produisant plus qu'Antsiranana. Cette dernière province pourra même se passer des approvisionnements en provenance des autres provinces qui n'arrivent pas à produire assez pour l'échange interprovincial.

Période 2004-2005 :

Même si le prix du Kg de vanille a baissé durant cette période pour n'importe quel province, on observe à peu près la même situation. Les causes de cette dégradation est l'émergence des autres pays producteurs de vanille qui nous concurrencent sur le marché mondial (Indonésie, Ouganda, Papouasie Nouvelle Guinée,...etc.). La plupart de nos exportations de vanille par exemple sont concentrés vers les USA (44% de nos exportations) et vers la France (31% de nos exportations). En plus de tout ceci, l'apparition des produits de substitution dans les processus industriels dans les pays du Nord, comme on l'a déjà affirmé dans la première partie de ce mémoire ne font qu'aggraver cette baisse.

Un autre fait important est nécessaire à retenir car il s'agit aussi d'un indicateur statistique de pauvreté : c'est l'inexistence ou l'insuffisance des statistiques agricoles sur les produits à vocations industriels destinés à la transformations industrielles pour créer de la valeur ajoutée. **Cette lacune concerne les deux périodes.** Plusieurs causes peuvent être les sources de cette faille :

- la précarité du secteur de l'agriculture à vocation industrielle qui n'incite pas les dirigeants à effectuer des collectes d'informations, c'est un signe de pauvreté pour les agriculteurs exerçant dans ce secteur,
- l'insuffisance des entités de transformations de ces produits fait en sorte qu'il n'y a pas de suivi évaluation statistique régulier de la part des responsables,...etc.

Sécurité alimentaire

Malgré les augmentations des productions annuelles de riz et d'autres produits de bases (riz, manioc, patate douce,...), on pourra remarquer que :

- le nombre de mois durant lesquelles les ménages achètent leurs aliments de base est respectivement : 6 mois pour 2002, 2003 et 2004 tandis qu'il est de 5 mois pour 2005.

-pendant ces périodes : 78% à 85% de la population agricole achètent leurs aliments de base.

A partir de ces deux constatations, on pourra tirer que :

-soit les productions d'aliments de base sont insuffisantes face aux besoins même de la population agricole qui produit ces denrées. On ne pourra pas dire qu'il y a une sécurité alimentaire au niveau des agriculteurs. La productivité rizicole n'arrive à suivre les besoins d'alimentation locaux. C'est ce qui explique les importations de riz qui entre en compétition avec la production locale de riz.

-soit les productions agricoles sur les cultures vivrières sont concentrées sur une minorité des producteurs. On pourra enregistrer de ce fait une nette augmentation des prix. Cette hausse des prix n'est bénéfique que pour cette minorité, qui est aussi menacée par les importations de riz.

En conclusion, l'agriculture malagasy observée du côté des extrants montre un niveau de pauvreté relative.

CONCLUSION

Au départ de la réalisation de cette mémoire, on a évoqué la question de comment peut se présenter le résultat d'une analyse sectorielle de l'agriculture. On a essayé de répondre à la question à travers deux parties.

Lors de première partie, on a parlé de la théorie de l'emploi et du développement. La première manche de cette partie concerne l'analyse des rôles de l'agriculture dans le processus de lutte contre la pauvreté. Après avoir défini les mots clés, on a pu voir que le savoir faire des agriculteurs permet d'augmenter la productivité mais elle est aussi une source d'externalités négatives. Pour corriger ces dernières, la pratique des coopérations inter agriculteurs et des séances de formations et de vulgarisations permettront de faire apparaître des innovations bénéfiques à l'augmentation de la productivité tout en réduisant les effets externes que l'on a précédemment prédéfinis. D'autre part, la productivité pourra encore augmenter inversement au niveau des peines de production avec l'usage des moyens intermédiaires de productions, encore faudra t-il disposer des moyens de paiements nécessaires et des bonnes terres. La deuxième manche parle des rôles de l'agriculture dans la lutte contre les obstacles internes et externes au développement à travers quelques exemples mineurs. Cette deuxième manche est la suite de la première tout en tenant compte des autres secteurs différents de l'agriculture.

La seconde partie est réservée à l'étude de cas de l'agriculture de Madagascar. On a donné la méthodologie d'analyse des statistiques agricoles de la période 2002-2003 et celle de 2004-2005 (en annexes) qui sont nécessaires à l'analyse de la pauvreté et qui nous permettra de répondre à la problématique. En analysant la population agricole, une manque de spécialisation dans la culture et la profession montre que l'agriculture n'est pas fiable pour faire face à la vie si elle est exercée unilatéralement sans compléments avec d'autres activités. L'existence des exploitations informelles nombreuses (dominance des superficies exploitées sans titre fonciers), le faible recours à l'usage des nouvelles techniques agricoles (innovations et emplois de la mécanisation) et la pratique des méthodes traditionnelles de culture ne fasse que renforcer la précarité des Extrants.

On pourra dire que l'emploi au niveau de l'agriculture est encore relativement précaire à Madagascar⁹. Tout agriculteur n'est pas forcément pauvre mais la majorité peut être considérée comme telle.

On nous a dit tout au long des investigations concernant l'élaboration de cette mémoire que pour se développer, l'agriculture a besoin de la libéralisation des systèmes d'informations. Cette dernière phrase nous amène à demander pour une future réflexion : « *La libéralisation des systèmes d'informations et le développement de l'agriculture. Liaison ou ruptures ?* »



Clicours.COM

⁹ Il y a encore *sous emploi massif* dans le secteur et par conséquent, les agriculteurs se trouvent encore dans une situation de *pauvreté générale*. Il faut redynamiser, promouvoir et appuyer le secteur afin de lancer un véritable processus de développement durable et équitable.

ANNEXES

Annexe 1 : Définitions des mots clés

Culture extensive : C'est une mode de culture qui s'appuie sur un accroissement de la surface cultivée pour accroître la productivité. L'application est surtout effectuée dans les pays où il y a encore une présence de terres disponibles en quantité élevée (Cas des pays en développement comme Madagascar).

Culture intensive : C'est une mode de culture qui, pour accroître la productivité, n'effectue plus d'autres aménagements d'autres terrains mais utilise d'autres moyens (OGM par exemple). L'application est surtout effectuée dans les pays industrialisés où les terres disponibles sont en quantité moindre (Japon, Danemark, Suède, Finlande,...etc.).

Culture sur brûlis : C'est une mode de culture qui consiste à brûler les couvertures végétaux surtout forestières afin que les cendres issues de cette opération puissent devenir des engrais pour les futures cultures qui y seront pratiquées. (en malagasy, Tavy)

Défrichement : Consiste à abattre les bois des forêts afin d'établir une exploitation agricole.

Engrais organiques : Engrais issus de la décomposition des corps organiques : animaux ou végétaux.

Engrais minéraux : Engrais issus des recherches dans les domaines chimiques.

Formations : Informations sur une nouvelle technique qui permettra d'accroître et d'améliorer la productivité.

Monoculture : Production d'un seul type de filière sur une surface. (Ex : riziculture)

Polyculture : Association de deux ou de plusieurs autres filières sur une surface. (Ex : riziculture et floriculture)

Vulgarisation : Incitations pour l'application des informations sur les formations obtenues.

Population agricole : Population exerçant une activité agricole en tant qu'activité principale ou secondaire. L'agriculture en tant qu'activité principale est la plus dominante à Madagascar.

Population rurale : Population où plus de la moitié de la population active est agricole. On peut donc facilement comprendre l'appellation de commune rurale.

Annexe 2 : Extraits des données ROR de 2002 à 2005

1°) Caractéristiques des ménages

Années	2002	2003	2004	2005
Chef des ménages illettrés (%)	25,8	25,5	25,1	32,9
Chef ayant activité agricole comme principale activité (%)	89,3	91,9	93,0	84,6
Ménages exerçant au moins un activité secondaire (%)	85,2	-	86,3	87,1

2°) Sécurité alimentaire

Années	2002	2003	2004	2005
Mois d'achat d'aliments de base (nombre)	6	6	6	5
Ménages achetant aliments de base en période de soudure (%)	81	85	78	78

3°) Foncier

Années	2002	2003	2004	2005
Ménages possédant des parcelles (%)	89	91	92	92
Ménages riziculteurs non propriétaires des rizières (%)	33	30	26	14

Annexe 3 : Liste des tableaux relatifs à l'analyse diagnostic de l'agriculture malagasy

La période 2002-2003

Populations

Effectif de la population rurale et agricole 2002-2003

Provinces	Population rurale		Population agricole	
	2002	2003	2002	2003
Antananarivo	3213590	3309770	3002980	3083600
Fianarantsoa	2952340	3040350	2586730	2610440
Toamasina	1938390	1996320	1717430	1768340
Mahajanga	1423510	1466430	1414600	1457570
Toliara	1847930	1903610	1707530	1758490
Antsiranana	1010960	1041060	1228610	1353550
Total	12386720	12757540	11657880	12031990

Source : Service des statistiques agricoles/ DSSA

Superficies

Superficie en Ha des produits (qui nous intéressent) 2002-2003

Types	Culture	2002	2003
Vivrières	Maïs	194405	195530
	Manioc	352345	352815
	Patate douce	94455	105735
	Pomme de terre	49655	49965
	Riz	1225020	1219958
Exportations	Letchis	-	-
	Café	193510	193640
	Poivre	3985	4000
	Girofle	79225	78830
	Vanille	25880	26050

Source : Service des statistiques agricoles/ DSSA

Exploitations (Source : Annuaire statistique agricole 2002-2003)

Nombre d'exploitations de riz par provinces 2002-2003

Provinces	Total
Antananarivo	658405
Fianarantsoa	740903
Toamasina	462198
Mahajanga	285484
Toliara	240163
Antsiranana	258453
Madagascar	2645606

Nombre d'exploitations d'autres cultures vivrières par provinces

Provinces	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre
Antananarivo	372329	508615	367164	311214
Fianarantsoa	209280	459008	306981	106515
Toamasina	117623	309796	176360	3197
Mahajanga	67809	116095	42170	-
Toliara	199471	285204	222282	-
Antsiranana	79151	111171	53116	-
Madagascar	1045663	1789890	1168073	420926

Nombre d'exploitations des cultures d'exportations par provinces

Provinces	Café	Vanille	Poivre	Girofle	Letchis
Antananarivo	10323	-	-	-	-
Fianarantsoa	206718	29669	46810	17616	162791
Toamasina	222512	68044	18263	136731	218675
Mahajanga	21572	10950	3304	-	5168
Toliara	6854	-	-	-	15106
Antsiranana	127012	145472	23012	28760	97823
Madagascar	594992	254135	91389	183107	499562

Productions (Source : Annuaire statistique agricole 2002-2003)

Productions (en Tonnes) de cultures vivrières 2002-2003

Filières	Riz	Maïs	Manioc	Patate douce	P de terre
Madagascar	2799281	317861	1992199	492939	255143

Productions (en Tonnes) des cultures d'exportations 2002-2003

Filières	Café	Vanille	Poivre	Girofle	Letchis
Madagascar	95239	2622	4712	18950	197140

Prix moyens aux producteurs (Source : MAEP)

Prix moyens aux producteurs des produits vivriers (2003), en Fmg/Kg

Filières	Riz	Maïs	Manioc	Patate	P de terre
Madagascar	1012	679	405	389	498

Prix moyens aux producteurs des produits d'expo (2002-2003), en Fmg/Kg

Filières	Café	Vanille	Poivre	Girofle	Letchis
Madagascar	2073	317703	6473	6292	951

La période 2004-2005

Populations

Répartition de la population rurale et la population agricole par province

Province	Population agricole	Population rurale	Ménage
Antananarivo	3236618	3627792	700590
Fianarantsoa	3173404	3226590	576459
Toamasina	1824161	1887211	396850
Mahajanga	1744784	1766541	334220
Toliara	2401665	2465667	490436
Antsiranana	935093	973215	217428
Madagascar	13315725	13947017	2715982

Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005

Superficies (Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005)

Superficie physique des exploitations agricoles par provinces (en Ha)

Province	Total	Part du riz
Antananarivo	401536	216190
Fianarantsoa	464758	252826
Toamasina	351080	214710
Mahajanga	323430	235378
Toliara	352942	116305
Antsiranana	189836	104680
Madagascar	2083591	1140089

Superficie physique des exploitations agricoles selon le mode de faire valoir

Province	Mode de faire valoir				
	Avec titre	Sans titre	Fermage	Métayage	Gratuite
Antananarivo	39629	298659	15061	14957	33232
Fianarantsoa	47985	387704	5074	1410	16584
Toamasina	26698	263783	18035	15523	27022
Mahajanga	14043	255066	16747	14894	22684
Toliara	20068	303964	6133	12235	10543
Antsiranana	24011	111951	5603	13880	34305
Madagascar	172434	1627127	66743	72899	144370

Superficie physique cultivée selon le mode de fertilisation par provinces (en Ha)

Province	Mode de fertilisation			
	Organique	Minérale	Mixte	Aucun
Antananarivo	157060	3788	18779	215583
Fianarantsoa	67764	3291	7040	380731
Toamasina	20145	9032	5256	311762
Mahajanga	2930	2386	712	311480
Toliara	5185	6418	1106	330720
Antsiranana	1373	1251	529	183192
Madagascar	254457	26166	33422	1733468

Superficie rizicole totale selon le type de riziculture par province (en Ha)

Province	Type de riziculture		
	Irriguée	Tanety	Tavy
Antananarivo	211244	20675	0
Fianarantsoa	216115	9434	63481
Toamasina	141816	13490	77500
Mahajanga	211255	20816	1774
Toliara	126822	15266	0
Antsiranana	72553	25272	17341
Madagascar	979805	104953	160096

Superficie rizicole selon mode d'irrigation (en Ha)

Province	Mode d'irrigation	
	Canaux	Eau de pluie
Antananarivo	180658	30586
Fianarantsoa	145912	70203
Toamasina	122696	19119
Mahajanga	84635	126620
Toliara	100758	26064
Antsiranana	49929	22623
Madagascar	684588	295215

Superficie rizicole selon le mode de labour par provinces (en Ha)

Province	Mode de labour				
	Manuel	Attelé	Motorisé	Piétinage-Zébus	Sans labour
Antananarivo	53147	157196	103	254	544
Fianarantsoa	111386	45108	26	59380	215
Toamasina	58030	64516	3632	12539	3098
Mahajanga	23093	132716	72	51249	4125
Toliara	26412	39777	321	59563	749
Antsiranana	11228	26996	1456	32191	682
Madagascar	283296	466309	5610	215176	9413

Superficie cultivée en cultures vivrières autres que le riz (en Ha)

Province	Maïs	Blé	Manioc	Patate douce	P de terre
Antananarivo	63418	275	80617	22240	29643
Fianarantsoa	31903	-	105132	31463	6809
Toamasina	28960	-	51802	14232	200
Mahajanga	34627	-	21600	2750	73
Toliara	80202	-	119511	52216	78
Antsiranana	13781	-	10117	1015	29
Madagascar	252837	275	388779	123916	36832

Superficie cultivée en cultures d'exportations (en Ha)

Province	Café	Poivre	Girofle	Vanille
Antananarivo	337	4	-	-
Fianarantsoa	40383	5723	3014	1628
Toamasina	38985	198	31230	15440
Mahajanga	5677	1105	312	1790
Toliara	1611	-	-	205
Antsiranana	28027	2756	2675	44701
Madagascar	115020	10386	37231	7504

Exploitations (Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005)

D'après le dernier Recensement National de l'Agriculture de 1984-1985, les exploitations agricoles croît annuellement de 3%. Une exploitation agricole fait vivre mieux qu'un ménage démographique.

Les deux tableaux suivants nous donneront plus de détails statistiques sur les exploitations agricoles à Madagascar :

Répartition des exploitations agricoles par provinces

Provinces	Total
Antananarivo	613024
Fianarantsoa	543399
Toamasina	350184
Mahajanga	315449
Toliara	418301
Antsiranana	188135
Madagascar	2428492

Effectif des exploitations agricoles pratiquant au moins une culture

Province	Total
Antananarivo	604815
Fianarantsoa	541958
Toamasina	343390
Mahajanga	311068
Toliara	335185
Antsiranana	183980
Madagascar	2320396

Activité principale :

L'Agriculture, l'Élevage et la Pêche, bien qu'importantes, ne sont pas pour autant les seules activités principales des chefs d'exploitations. Pour 5,7% des exploitations, ces activités sont exercées à titre secondaire. Ces exploitations concernent principalement :

- les agents de l'Etat ou des collectivités décentralisées (1,6%) ;
- des artisans (1,13%) ;
- des commerçants (1,07%) ;
- autres (transporteurs, exploitants forestiers,...)

Activités secondaires :

Plus de la moitié des exploitations agricoles (57,3%) exercent au moins une activité secondaire. L'Agriculture prend la première place en tant qu'activité principale avec une proportion de 92%. Elle est suivie par l'élevage, en effet l'élevage a été cité comme étant la plus importante activité secondaire des chefs d'exploitations avec une proportion de 34%. Cela témoigne le fait selon lequel il existe une complémentarité entre l'Agriculture et l'élevage au sein des exploitations agricoles. Malgré ces affirmations, l'exercice des activités génératrices de revenu monétaire telles que le commerce, l'artisanat, le transport...etc. est loin d'être négligée.

Productions

Les productions vivrières (en Tonnes)

Produits/Années	2004	2005
Riz	3030000	3420000
Maïs	349600	367080
Manioc	2191400	2520000
Patate douce	542200	557382

Source : REF 2005-2006+MAEP

Les productions destinées à l'exportation

Produit/Années	2004	2005
Café	65000	58500
Vanille	6000	6300
Girofle	15000	13500
Poivre	4500	4635

Source : REF 2005-2006+MAEP

Prix moyens aux producteurs

Prix moyens aux producteurs des productions vivrières (2004-2005), en Fmg/Kg

Produits	Prix
Riz	1150
Maïs	904
Manioc	670
Patate douce	485

Sources : REF 2005-2006 + MAEP

Productions moyennes aux producteurs des produits d'exportations (2004-2005), en Fmg/Kg

Produits	Prix
Café	1500
Vanille	107000
Girofle	34000
Poivre	2500

Sources : REF 2005-2006 + MAEP

BIBLIOGRAPHIE

-Rapport Economique et Financier 2001-2002, INSTAT

-Rapport Economique et Financier 2003-2004, INSTAT

-Rapport Economique et Financier 2005-2006, INSTAT

-Annuaire –Statistique agricole 2003, MAEP

-Enquête légère sur la production agricole 2003, MAEP

-Recensement de l'agriculture- Campagne 2004-2005

-Réseaux des Observateurs Ruraux- INSTAT et MAEP

Fiche signalétique

Nom : RAFAMANTANANTSOA

Prénoms : Guy Maminiaina

Intitulé : Les conditions de l'emploi dans l'agriculture

Nombre de page : 50

Nombre de tableaux :

Nombre de références bibliographiques : 06

RESUME

L'agriculture joue un rôle central dans l'économie d'un pays aussi bien développé qu'en voie de développement. Elle joue ce rôle dans la mesure où la plupart des produits de premières nécessités (PPN) sont issues principalement de l'agriculture.

De l'affirmation ci-dessus, il paraît donc nécessaire qu'on s'intéresse à une évaluation des conditions dans lesquelles les agriculteurs évoluent durant leurs processus de production. A la fin de cet ouvrage, on va dégager des idées sur les diagnostics du secteur agricole en basant spécialement notre analyse sur le cas malagasy.

Dans une première partie, on va essayer d'intégrer l'emploi agricole dans le processus de développement. Dans une première manche, on a mis en relief le rôle de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté. Ensuite, dans une seconde manche, on a essayé de mettre en évidence les rôles de l'agriculture dans le processus de lutte contre les obstacles internes et externes au développement.

L'analyse de cette notion agricole a été appuyée dans une seconde partie par une série des données statistiques agricoles de Madagascar. Elle se portera sur les facteurs ou intrants (travail, capital, terre et innovations) et sur les extrants (productivité, diversité, prix, etc....) afin d'y décrire les diagnostics du secteur.

Encadreur : Monsieur RAVELOMANANA Mamy Raoul

Liste des mots clés : Mode de faire valoir, mode de fertilisation, spécialisation, motorisation, innovation

Adresse : Logement 032 cité Ambodinisotry- ANTANANARIVO (101)

Téléphones :

-032 40 454 82

-033 11 259 05

-034 03 313 30

Clicours.COM